

Certains types de statistiques sur les exportations destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois comprendre des biens non militaires (rations alimentaires, ordinateurs commerciaux, aéronefs ou autres articles civils, etc.). Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'articles de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

La norme reconnue à l'échelle internationale pour les statistiques sur le commerce militaire mondial est le Registre des armes classiques des Nations Unies. Celui-ci ne comprend que certains systèmes d'armes particulières et n'inclut pas les pièces, les composants et le vaste éventail de systèmes non létaux (systèmes de radar, simulateurs, logiciels à usage militaire, etc.) qui constituent la plupart de nos exportations.

En 2001, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 592 millions de dollars contre 477 millions de dollars en 2000. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de plus de 75 p. 100 d'entre elles; en outre, près de 90 p. 100 des exportations ont eu pour destinataires des pays à revenu élevé. Il n'y a eu qu'une exportation (détecteurs de mines pour Djibouti) vers les pays désignés « à faible indice de développement humain » par le Programme des Nations Unies pour le développement. Comme l'indique le tableau 2, le principal marché militaire en 2001 – sans compter les États-Unis – a été le Royaume-Uni, qui a absorbé 152 millions de dollars, soit près du tiers de nos ventes. Les autres marchés importants en 2001 ont été le Danemark (près de 71 millions de dollars), les Pays-Bas et la Corée du Sud (quelque 60 millions de dollars chacun). Les ventes à Australie ont connu une légère baisse, pour se situer à 42 millions de dollars. Ensemble, ces cinq destinations ont absorbé près des deux tiers des exportations de défense canadiennes, en excluant les États-Unis.

Dans un secteur où l'on vend des articles d'une grande valeur, nos exportations sont modestes par rapport à celles du reste du monde – selon le Registre des Nations Unies, le Canada représente moins de 1 p. 100 du marché mondial des armes. Chaque transaction peut donc avoir une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations, d'une année à l'autre, reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux importants contrats. Ainsi, l'augmentation des exportations d'armes à feu, qui sont passées de 3,5 millions de dollars en 2000 à près de 26 millions de dollars en 2001, est principalement le fait de contrats passés avec les forces armées de nos proches alliés. Il est donc important de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.